

**CONVENTION FINANCIÈRE ANNUELLE ANNÉE 2019
PACTE régional d'investissement dans les compétences 2019-2022**

RÉGION Centre-Val de Loire

ENTRE

L'État représenté par Monsieur Jean-Marc FALCONE, préfet de la région Centre-Val de Loire,

Ci-après désigné « l'État »,

ET

La Région Centre-Val de Loire représentée par Monsieur François BONNEAU, président du Conseil régional, dûment habilité par la délibération de l'Assemblée Plénière Régionale en date du 20 décembre 2018,

Ci-après dénommée « **la Région** »,

VU le règlement UE n°651-2014 de la Commission Européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne ;

VU la décision 2012-21-UE de la Commission Européenne du 20 décembre 2011 ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances 2001 telle que modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi ;

VU la loi n°2008-758 du 1^{er} août 2008 relative aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi ;

VU la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la loi n° 2018-XXX du XX décembre 2018 portant loi de finances pour 2019 ;

VU l'ordonnance n°58-896 du 23 septembre 1958 relative à des dispositions générales d'ordre financier ;

VU le décret n°55-486 du 26 mai 1955 relatif à diverses dispositions d'ordre financier ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 105 ;

VU le décret n°2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté du 26 décembre 2013 relatif au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire des ministères des affaires sociales et de la santé, du travail et de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative pris en application de l'article 105 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté du 11 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2014 relatif aux règles de la comptabilité budgétaire de l'Etat pris en application de l'article 54 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU l'arrêté du 21 décembre 2015 modifiant divers arrêtés relatifs au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire pris en application de l'article 105 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU la circulaire n°5990/SG du 3 janvier 2018 relative à la mise en œuvre du Grand plan d'investissement ;

VU le programme 103 Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi ;

VU le PACTE régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 de la Région Centre-Val de Loire du XX/XX/XX ;

VU l'avis du Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles en date du 23 novembre 2018 relatif au PACTE régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 de la Région Centre-Val de Loire ;

VU la délibération de l'Assemblée Régionale Plénière en date du 20 décembre 2018 autorisant le Président du Conseil régional à signer la convention financière avec l'Etat ainsi que tous les actes afférents ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

Préambule

Le plan d'investissement dans les compétences vise une logique de transformation, portée dans son volet régional par la mobilisation conjuguée de l'Etat et de la Région Centre-Val de Loire, permettant à la fois :

1. D'accompagner et de former vers l'emploi un million de jeunes et un million de personnes à la recherche d'un emploi peu ou pas qualifiées, notamment les personnes résidant en QPV, dans les territoires ruraux et les personnes en situation de handicap ;
2. D'accélérer la transformation des commandes de formation pour répondre aux besoins des entreprises et des actifs privés d'emploi du territoire, grâce à des approches innovantes, agiles et prospectives.

L'approche pluriannuelle du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC), en rupture avec les plans précédents, permet, pour réussir cette transformation, de penser autrement les investissements. Elle offre l'occasion de mieux documenter les pratiques, de capitaliser les expériences et d'en partager les analyses, de programmer la formation des acteurs pour réussir la conduite du changement et d'engager, au-delà du plan lui-même, une démarche vertueuse d'amélioration continue.

Les PACTES régionaux pluriannuels d'investissement dans les compétences doivent traduire les ambitions du plan d'investissement dans les compétences, au cours des années 2019-2022, en tenant compte des spécificités de chaque territoire, de la nature du marché du travail et des réalisations déjà conduites. Ces PACTES permettront de démultiplier et d'amplifier les initiatives locales, porteuses de résultats, au profit des publics visés par le plan d'investissement dans les compétences et de les transformer pour prendre en compte les besoins des entreprises et des personnes privées d'emploi du territoire. De plus, l'investissement exceptionnel de l'Etat permettra aux Régions d'engager des actions nouvelles et des expérimentations.

Au regard des constats réalisés, le PACTE régional Centre-Val de Loire portera sur les transformations suivantes :

- Transformation de l'offre de formation impliquant plus fortement les entreprises engagées
- Transformation des parcours et de l'appareil de formation
- Transformation de l'information et de l'accompagnement des publics

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit, d'une part, la nature des engagements annuels des parties dont les engagements financiers de chaque partie et, d'autre part, les modalités d'allocation du concours financier de l'Etat à la Région Centre-Val de Loire pour l'année 2019, au titre des engagements contractualisés du PACTE régional pluriannuel d'investissement dans les compétences signé le **XX/XX/XXXX**.

Article 2 : Engagements des parties

2.1 Engagements de la Région Centre-Val de Loire

Au titre de l'année 2019, la Région Centre-Val de Loire s'engage à :

- Mobiliser, a minima, des dépenses au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi, dans le cadre de son effort propre, correspondant à 73 530 186 €, tel que définit le PACTE régional d'investissement dans les compétences signé le **XX/XX/XXXX** (cf. Annexe 1) ;

- Faire progresser le nombre de personnes accueillies en formation au regard du nombre d'entrées en formation constatées en 2017 à la fois pour les entrées en formation des personnes en recherche d'emploi et les entrées en formation des personnes en recherche d'emploi disposant d'un niveau de qualification inférieur au niveau IV et supérieur à ce niveau dans certaines situations évoquées dans le PACTE en cohérence avec les spécificités régionales.
- Mettre en œuvre les engagements contractualisés du PACTE régional d'investissement dans les compétences signé le **XX/XX/XXXX** au titre de l'année 2019 ;
- Respecter la répartition entre les différents axes d'intervention sur la durée du PACTE, dans les conditions définies dans le PACTE régional d'investissement dans les compétences. Au titre de l'année 2019, la ventilation prévisionnelle de la dotation de l'Etat entre les 3 axes d'intervention est ventilée comme suit : 50 % pour l'axe 1, 43 % pour l'axe 2, 7 % pour l'axe3 ;
- En matière de systèmes d'informations, mettre en œuvre son accrochage à la plateforme Agora ainsi qu'un outil de dématérialisation des orientations, dans les conditions et selon les échéances fixées par l'annexe « Systèmes d'information » du PACTE régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 ;
- Consolider et valider, d'ici le 30 juin 2019, la déclinaison opérationnelle du cap de transformation dans le respect des engagements contractuels du PACTE régional d'investissement dans les compétences signé le **XX/XX/XXXX**.

2.2 Engagements de l'État

Au titre de l'année 2019, l'État s'engage à :

- Mettre en œuvre les engagements contractualisés du PACTE régional d'investissement dans les compétences signé le **XX/XX/XXXX** au titre de l'année 2019.
Au titre de l'année 2019, le concours financier de l'État est au maximum de **40 millions d'euros**.

Le concours financier de l'État intervient en additionnalité des dépenses propres réalisées par la Région Centre-Val de Loire au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi en 2019.

Pour la période 2019-2022, l'Etat s'engage à financer le PACTE régional d'investissement dans les compétences signé le **XX/XX/XX** dans la limite de 250 980 000 €.

Article 3 : La détermination du montant de la contribution financière due par l'État

Au regard des engagements listés à l'article 2.1, la détermination du montant de la contribution financière due par l'État au titre de l'année 2019 est opérée comme suit :

- Les dépenses mandatées par la Région Centre-Val de Loire au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 constatées aux comptes de gestion 2019 (quelle que soit l'année d'engagement des dépenses) et aux comptes de gestion ultérieurs ;
- Les moyens supplémentaires engagés par la Région pour créer les conditions de mise en œuvre du pacte (cf. Annexe 2), à hauteur de 784 723 € (ce montant n'est pas ventilé par axe).

Auxquelles seront défalquées:

- Les dépenses au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi réalisées en 2019 liées aux entrées supplémentaires réalisées en 2018 dans le cadre de la convention d'amorçage conclue entre l'État et la Région le 17 avril 2018. Le montant défalqué au titre de ces dépenses ne peut excéder le montant des versements financiers effectués par l'État à la Région Centre-Val de Loire au titre de la convention d'amorçage sus visée ;

- Les autres dépenses réalisées au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi en 2019 qui ne relèvent pas de l'effort propre de la Région Centre-Val de Loire, à l'exclusion de celles réalisées en 2019 dans le cadre de l'exécution du PACTE régional d'investissement dans les compétences du **XX/XX/XXXX**;
- Les dépenses au titre de la formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi, dans le cadre de l'effort propre de la Région Centre-Val de Loire tel que défini à l'article 2.1.

Article 4 : Modalités financières des versements par l'État à la Région Centre-Val de Loire

Le concours financier de l'État est imputé sur le programme 0103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi », code d'activité **XXXXXXXX** du budget du ministère du Travail.

Les sommes sont versées à la Région Centre-Val de Loire selon les modalités et conditions précisées ci-après, au titre de la mise en œuvre des engagements contractualisés du PACTE régional d'investissements dans les compétences signé le **XX/XX/XXXX**.

Les sommes seront versées au compte ouvert :

Au nom de : Paierie Régionale

Auprès de la banque : Banque de France

Sous les coordonnées suivantes :

IBAN : FR94 3000 1006 1500 00G0 5003 489

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de la région Centre-Val de Loire.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des finances publiques de la Région Centre-Val de Loire.

4.1 Premier versement à la Région Centre-Val de Loire

À la notification de la présente convention, l'État procède à un premier versement à la Région Centre-Val de Loire de 20 000 000 €.

4.2 Deuxième versement à la Région Centre-Val de Loire

L'État procède à un deuxième versement à la Région Centre-Val de Loire de 14 000 000 €.

Ce second versement est effectué le 30 septembre 2019, sous réserve de la transmission par la Région Centre-Val de Loire au préfet de région de :

- l'extrait de son budget primitif de l'année 2019 ou d'une décision modificative, attestant de l'inscription des dépenses pour la formation des personnes en recherche d'emploi correspondant aux engagements financiers de 2019 définis aux articles 2.1 et 2.2 de la présente convention soit 40 000 000 €.

4.3 Solde de la convention

L'État procède au versement du solde à la Région Centre-Val de Loire, au plus tard le 30 septembre 2020, sous réserve de la transmission par la Région Centre-Val de Loire au préfet de région du compte de gestion 2019 certifié par le comptable public.

Le solde est calculé comme suit :

<p>Solde = Montant total de la contribution financière due par l'État tel que défini à l'article 3 - 1^{er} versement – 2^{ème} versement.</p>
--

La somme de l'ensemble des versements de l'État à la Région Centre-Val de Loire effectués dans le cadre de la présente convention ne peut excéder le concours financier maximum de l'État défini à l'article 2.2 de la présente convention.

Article 5 : Reversement de la dotation financière versée par l'Etat

Si le montant des premier et deuxième versements sont supérieurs au montant total de la contribution financière due par l'État tel que défini à l'article 3 et établi sur le fondement du compte de gestion 2019, la Région Centre-Val de Loire procède à un reversement des sommes indument perçues, pouvant atteindre 100 % du montant des premier et deuxième versements défini aux articles 4.1 et 4.2, selon les procédures budgétaires et comptables en vigueur.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature et prend fin au terme de la mise en œuvre de l'article 4.3 et, le cas échéant, de la mise en œuvre de la procédure de reversement de la dotation de l'État telle que définie à l'article 5.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant établi à l'initiative de l'État ou sur demande écrite de la Région Centre-Val de Loire.

Ledit avenant sera conclu dans les mêmes formes et conditions que la présente convention.

Il n'est pas possible d'introduire des modifications à la présente convention ayant pour effet de remettre en cause l'objet ou la finalité du PACTE régional d'investissement dans les compétences.

Article 8 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect des obligations réciproques inscrites dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de d'Orléans sis 28 Rue de la Bretonnerie, 45000 ORLÉANS. Le tribunal administratif doit être saisi par l'application informatique « Télérecours » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Orléans le

Pour l'État

Pour le Conseil régional

Le Préfet
de la région Centre-Val de Loire

Le Président
du Conseil régional Centre-Val de Loire

Annexe 1 à la Convention financière

PIC – Pacte 2019-2022 - Détermination de l'effort financier propre de la Région Centre-Val de Loire

1. Point de départ budgétaire

L'arrêté des comptes 2017 fait apparaître un montant mandaté de **109 816 674,81 €**

sur l'article 931-1 « Formation Professionnelle ».

2. Dépenses ne relevant pas d'actions de formations des demandeurs d'emploi

Au sein de cet article, plusieurs postes de dépenses ne relèvent pas de la formation des demandeurs d'emplois en tant que telle.

A- Financement des acteurs de l'orientation et de la formation

Développement de l'animation et des outils du CPRDFOP : [absence de budget dédié](#)

Service Public Régional de l'Orientation : [386 802,96 €](#)

[Dont 100 886,74 € sur le programme 1578 « structuration SPRO »,](#)

[Dont 285 916,22 € sur le programme 1917 « valorisation des métiers et formations ».](#)

Soutien aux acteurs de la formation, de l'insertion et de l'emploi :

Autres actions :

4 038 691,46 €	Savoirs de base - VISAS
1 270,00 €	Plateforme Visas
185 562,50 €	
380 000,00 €	CRIA ET Espaces Libres Savoirs
766 739,29 €	FRAIS DE GESTION / rémunérations des stagiaires :
571 200,00 €	AIDE AU PERMIS DE CONDUIRE
97 750,00 €	PARRAINS/MARRAINES POUR L'EMPLOI
100,00 €	MAISONS DE L'EMPLOI (cotisations)
1 190,98 €	DISPOSITIF CREQ
42 500,00 €	SUBVENTIONS ACCOMPAGNEMENT EMPLOI
1 394 792,98 €	LUTTE CONTRE LES FREINS A LA FORMATION (<i>subvention hébergement / restauration AFPA principalement</i>)
22 687,20 €	ENQUETE DEVENIR ET SATISFACTION DES STAGIAIRES
35 000,00 €	Fonds Régional Innovation Pédagogique
153 232,62 €	QUALITE Formation Professionnelle
7 690 717,03 €	Total

B- Formation des salariés

Plusieurs actions destinées à soutenir la formation des salariés, donc se situant en dehors du périmètre du PIC : 1 037 474,69 € - Pacte de Continuité Professionnelle.

C- Olympiades des Métiers

Pas dans le budget FP

D- Complément aux bourses des étudiants du secteur sanitaire et social

L'ancienne Région versait aux étudiants du secteur sanitaire et social un complément de financement à leur bourse d'étude, pris en charge et traité comme la rémunération des stagiaires, et donc imputé sur les mêmes lignes.

Aucun financement de type rémunération de stagiaires n'est mis en œuvre en région Centre-Val de Loire en complément des bourses versées aux élèves ou étudiants en formation relevant du périmètre des formations sanitaires et sociales.

E- Diplôme d'État Accompagnement Éducatif et Social

Anciennement financées par le biais d'une commande publique, les places financées par la Région au titre du DEAES étaient encore, en 2017, payées sur la fonction 321-1, et intégrées dans nos programmes de formations qualifiantes.

Depuis 2018, ces places sont intégralement financées par le biais des dotations aux instituts de formations en travail social, comme pour les autres diplômes du secteur. Il convient donc de les neutraliser dans le socle.

La situation décrite ci-dessus ne correspond pas à celle pratiquée en région Centre-Val de Loire. Les places de formation au DEAES restent financées dans le cadre de la commande publique régionale d'actions de formation professionnelle pour les demandeurs d'emploi.

3. Neutralisation des dépenses pour lesquelles la Région faisait l'objet d'un financement spécifique

A- Convention AGEFIPH

La Région assurait, en 2017, un volume « augmenté » de places de formation destinées aux personnes en situation de handicap, financées par l'AGEFIPH.

Ce volume de place, qui ne relève pas de l'effort propre de la Région, impute les dépenses réalisées. Il n'est par ailleurs pas reconduit à ce stade sur 2019. Il est donc proposé :

- de neutraliser le financement perçu par la Région, validé par l'AGEFIPH ;
- de poser le principe qu'en cas de nouveau conventionnement, durant la période du Pacte, le financement AGEFIPH serait à son tour neutralisé pour la détermination de l'atteinte, par la Région, de son socle de dépenses.

Montant de la participation décidée par l'AGEFIPH en 2017 : 900 232 €

Montant des recettes AGEFIPH perçues en 2017 par la Région : 1 009 084,50 €

B- FPSPP – Heures CPF

Le financement par le FPSPP d'un abonnement d'heures CPF des demandeurs d'emploi s'est traduit, par :

- un conventionnement entre la Région et le FPSPP pour le financement d'heures de formation éligibles sur 2016-2017 ;
- une augmentation, à due concurrence, du volume de formation éligibles achetées par la Région.

Là encore, le partenariat n'étant pas reconduit du fait de la réforme en cours du CPF, il est proposé de neutraliser son impact sur les dépenses 2017 de la Région.

Concrètement, et en l'absence de répartition « annuelle » de la convention entre 2016 et 2017, il est proposé d'en neutraliser le montant global, divisé par deux ;

Montant de la participation financière décidée par le FPSPP au titre des exercices 2016 et 2017 : 7 744 819 € soit 3 872 409,50 € à prendre en considération (recette divisée par deux).

Pour information : montant des recettes FPSPP perçues en 2017 par la Région -> 4 736 317 €

dont FPSPP 2015 : 2 412 871,30 €

dont FPSPP 2016 : 2 323 445,70 €

C- Plan 500 000 formation

L'année 2017 a supporté l'essentiel des coûts « pédagogiques » comme de rémunération des stagiaires liés au plan 500 000 formations : même les formations au titre de 2016, engagées à partir de l'automne, ont largement eu lieu sur l'année 2017.

Il est donc proposé de déduire le montant de 22 290 000 € du socle régional.

Dépenses au titre des entrées supplémentaires Plan 2017 : 22 290 000 €

Dont versement à Pôle Emploi : 19 847 520 €

Pour information : montant des recettes de l'État perçues en 2017 par la Région -> 17 284 800 €

Dont plan 2016 = 14 692 800 €

Dont plan 2017 = 2 592 000 €

4. Neutralisation des dépenses exceptionnelles à l'exercice 2017

A- Versement de 13 mois de rémunération des stagiaires

L'année 2017 a été marquée par la bascule du versement de la Rémunération des stagiaires sur une année « du 1^{er} février au 31 janvier », avec donc le paiement du mois de janvier N+1 sur la journée complémentaire de l'année N.

Ce fait, cette année 2017 comporte à la fois les rémunérations du mois de janvier 2017 et celles du mois de janvier 2018.

Il est proposé de corriger cet effet de prise en compte de 13 mois de rémunération en le calant sur le rythme de paiement effectif depuis, à savoir de février N à janvier N+1.

La Région Centre – Val de Loire n'est pas concernée par cette situation.

B- Retard de paiement 2016 impactant 2017

Retard dans le traitement administratif des dossiers de formation. Ce retard a largement impacté les dépenses 2017.

Il est donc proposé de déduire les paiements mandatés en 2017 sur des factures dont le délai de mandatement (20 jours) s'achevait sur 2016.

La Région Centre – Val de Loire n'est pas concernée par cette situation.

5. Synthèse

Base - Article 321-1 - CA 2017	109 816 674.81 €
Dépenses hors "actions DE"	9 114 994,68 €
Dépenses adossées à un financement spécifique	27 171 494,00 €
Dépenses exceptionnelles 2017	0 €
TOTAL	73 530 186.13 €

Annexe 2 à la Convention financière

PACTE régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 : documentation du besoin de 12 postes supplémentaires

La stratégie très ambitieuse proposée par la Région Centre-Val de Loire et l'Etat pourra se concrétiser grâce au financement de moyens humains supplémentaires estimés initialement par la Région à 15 ETP puis ramenés à 12 dans le cadre des échanges ayant eu lieu entre le Préfet et le Président de Région le 10 novembre 2018.

Ces moyens humains seront affectés à l'intégralité du programme prévisionnel d'actions, en particulier :

- La définition et la mise en œuvre de **plus de 7 000 entrées supplémentaires en formation pour les jeunes et les personnes peu ou pas qualifiées, en complément de la mise en œuvre du Programme Régional de Formation dont l'ingénierie sera revue,**
- La définition et la mise en œuvre de **72 opérations « cousu main » au plus près des territoires et en lien très étroit avec les entreprises, concernant près de 1 000 personnes répondant aux critères du PACTE.**
Sur chacun des 24 bassins de vie, 3 opérations seront ainsi déployées avec l'engagement des entreprises de recruter des stagiaires à l'issue de la formation. En amont, les entreprises seront associées à la définition de l'action de formation répondant à leurs besoins de compétences, au recrutement des stagiaires ainsi qu'au déroulement de la formation.
- Le **développement d'actions favorisant la captation des publics, l'attractivité des métiers, ...**

Tout en évaluant en continu la mise en œuvre du PACTE.

1/ Effectifs actuellement affectés dans les services de la Région Centre – Val de Loire aux volets Orientation / Formation professionnelle en lien avec le PACTE

	Nombre d'ETP	Ventilation ETP / cadres d'emploi
Direction de la Formation Professionnelle	18.3	A : 12.80 B : 3.8 C : 1.70 (100 % de l'effectif)
Direction des Politiques de l'Orientation et de la Formation	2	A : 2 (sur un effectif total de 11 agents)
Direction des Achats et des Services Juridiques	1.2	A : 0.30 B : 0.9
Cellule de gestion – Direction Générale Formation Recherche, Economie et Emploi	6.9	B : 1.7 C : 5.2
Espaces Région Centre-Val de Loire	8	A : 8 ETP de référents formation
Total :	36.40	

2/ Nature et activités prévisionnelles des 12 postes supplémentaires :

	Intitulé prévisionnel du poste	Cadre d'emploi	Nombre d'ETP	Activités	Fiches actions / programme prévisionnel d'actions PACTE
Direction de la Formation Professionnelle	Chef de projet PACTE	A	1	Pilotage du PACTE : élaboration, négociation et suivi des documents contractuels avec l'Etat, Pôle, ... Suivi des résultats globaux Prise en charge des dossiers Lab Innovation Publique, Accompagnement Avant/pendant/après la formation ...	29-30-32
	Chargé de mission Ingénierie des parcours de formation	A	1	(ré)ingénierie de l'offre de formation, et des parcours de formation : Individualisation des parcours, modularisation des formations + certifications : analyse des besoins de compléments de formations pour répondre aux besoins des entreprises Mise en œuvre et suivi	1-2-4-6-12-13-18-21-22-26-29-30
	Chargé de mission Achats de formation	A	1	Consolidation des besoins de compétences, examen des projets de consultations pour l'achat de formations supplémentaires, suivi de l'analyse des offres, préparation des Rapports d'Analyse des Offres, ...	1-2-4-6-12-13-18-21-22-26-29-30
Direction des Politiques de l'Orientation et de la Formation	Chargé de mission Attractivité des Métiers et évaluation du Pacte	A	1	Ingénierie de l'offre de services « Attractivité des métiers » et l'évaluation du PACTE	8-9-33-35
Direction des Achats et des Services Juridiques	Chargé de mission	A	1	Analyse et propositions d'évolution de la stratégie Achats afin d'être innovant dans les achats, les consultations juridiques ... Mise en œuvre Préparation et suivi de l'ensemble des actes juridiques liés aux achats de formations supplémentaires et aux autres actions à financer dans le cadre du Pacte (hors marché : appels à projets ...)	1-2-12-13 ...
Cellule de gestion – Direction Générale Formation Recherche, Economie et Emploi	Assistant de gestion	B	1	Gestion administrative et financière liée au PACTE : préparation des bons de commande, paiement des marchés de formation professionnelle, préparation des éléments pour le suivi budgétaire ...	1-4-6-12-13 ...
Espaces Région Centre – Val de Loire	Référent formation	A	6 (1 par département)	Construction des offres et parcours de formation au plus près des territoires et en lien très étroit avec les entreprises (opérations « cousu main », places de formation supplémentaires en formation 2019, ...) Rédaction des cahiers des charges, Instruction des offres Suivi des actions Contribution à l'animation au niveau local des politiques Orientation / Formation / Emploi : Cordées du Territoire, Commission Formation de la Région, participation aux CODEVE, liens avec les opérations de GPEC-t, ...	1-2-4-6-12-13-18-21-22-26-29-30
	Total :	11 A et 1 B	12 ETP		

Estimation financière annuelle : 784 723 € (11 A x 67 063 € + 1 B x 47 030 €).

Le PACTE va également entraîner un accroissement d'activités pour certains postes qui ne sont pas spécifiquement dédiés au PACTE :

- Directions et ERC précédemment évoqués : postes de Directeurs / chefs de service, assistantes de direction, gestion de la rémunération des stagiaires, système d'informations Formation professionnelle, ...
- Autres Directions : Direction des Finances, des Ressources Humaines, des Systèmes d'Information, de la Communication, ...

Ces temps d'intervention ne font pas l'objet d'une demande de prise en charge par l'Etat mais représenteront un coût significatif pour la Région Centre-Val de Loire.